

pour le pouvoir aux travailleurs



l'IMPORTANCE des élections du 4 mars n'échappe à personne. Malgré les découpages électoraux sur mesure, la télé aux ordres, les radios à la botte, les journaux asservis ; malgré les trucages de toutes sortes (les voix des morts de la Réunion ou les urnes bourrées de Djibouti), malgré les S.A.C. et les C.D.R. ; malgré l'alliance du fric et de l'ordre moral, voilà que devient possible l'échec de Pompidou et des siens, tant le peuple français en a assez.

Que le Président de la République soit l'ancien fondé de pouvoirs de Rothschild est plus qu'un symbole. Le régime et ses députés ont étalé avec un cynisme inhabituel, ces derniers temps, leurs liens avec les intérêts privés de toutes sortes ; y compris lorsqu'il s'agissait de tremper dans les faillites, les banqueroutes ou les scandales.

Ce pouvoir, il faut le renverser et c'est possible. A deux conditions : que les travailleurs comprennent que ce combat est le leur, parce qu'il conditionne leur dignité, leur liberté, leur pouvoir ; ensuite, que l'ensemble des forces socialistes, malgré leurs désaccords, s'unissent en un combat commun.

Convaincre tous les travailleurs que ce combat est le leur, le PSU s'y emploie sans relâche. Dans les entreprises, dans les quartiers, nos camarades montrent qu'une victoire électorale le 4 mars est importante ; mais qu'il ne suffit pas d'un vote pour ouvrir réellement la voie au socialisme.

Le contrôle puis l'autogestion

Ce n'est pas par décret, en effet, que les travailleurs prendront le pouvoir pour l'exercer directement sur leurs propres affaires, dans l'usine, au bureau, dans le quartier. Ce n'est pas par une loi que s'instaura cette autogestion. Et l'expérience des trente dernières années a montré qu'il ne suffisait pas de nationaliser une entreprise pour que les travailleurs y aient le pouvoir (regardons ce qui se passe chez Renault, à l'EDF, dans les banques nationales... où les grèves sont aussi fréquentes qu'ailleurs).

Sans attendre un bouleversement des lois, nous avons tous à lutter pour prendre le contrôle de tout ce

qui nous concerne quotidiennement ; pour faire reculer le patronat et son Etat jusqu'à ce qu'il soit possible d'instaurer l'autogestion, c'est-à-dire le pouvoir des travailleurs sur leurs affaires dans tous les domaines, alors qu'aujourd'hui, une minorité de patrons et de politiciens dirige à notre place et pour leur profit. (Nous indiquons page 8 les luttes qui sont, à notre avis, prioritaires).

Combat unitaire malgré les divergences

Ce langage, que le PSU n'a cessé de tenir permet de comprendre le refus qu'ont opposé le PC et le PS à notre proposition d'un combat en commun contre le capitalisme. Ce combat unitaire est à nos yeux essentiel, malgré les divergences entre partisans du socialisme. Le PSU l'a proposé au PC, au PS et aux organisations révolutionnaires. Il a de même annoncé que les candidats PSU qui ne seraient pas en tête de la gauche au 1^{er} tour, pratiqueraient le désistement de classe au second.

Pourquoi ces propositions n'ont-elles pas été acceptées ? Pourquoi notre campagne pour le socialisme et l'autogestion a-t-elle tant l'air de gêner les autres ? Au point que Georges Marchais menaçait récemment de ne pas faire se désister les candidats communistes pour le PSU, quand celui-ci serait arrivé en tête au premier tour ?

Serait-il choquant que le PSU, qui n'a été absent d'aucune des grandes luttes des travailleurs depuis sa création et qui a participé pleinement à mai 68,

(suite page 2)

présente ses propositions au pays ? Serait-ce "diviser" les travailleurs que de défendre les choix que nous estimons les meilleurs, au moment où le PC et le PS font de même ? L'explication est ailleurs : elle tient aux divergences que nous avons avec le programme commun PC-PS, divergences que justifie l'histoire du Mouvement ouvrier :

● Nous ne voulons pas changer seulement de gouvernement, mais changer de société.

● Nous croyons que si le pouvoir enlevé aux capitalistes n'est pas confié aux travailleurs, c'est-à-dire s'il n'y a pas autogestion, il n'y aura pas de garantie sérieuse d'éviter la bureaucratie autoritaire, dans laquelle ont sombré tant d'expériences socialistes étrangères, notamment à l'Est.

Cette double affirmation montre bien la différence entre le PSU et les partis réformistes, entre les partisans de l'autogestion et les tenants d'un socialisme bureaucratique. Les candidats du PSU et ses militants la répèteront pendant toute la campagne électorale. Ils ne vous disent pas qu'ils se battront à votre place, si vous votez pour eux. La lutte des travailleurs pour contrôler leurs affaires dès aujourd'hui et pour tout décider demain, c'est vote lutte, non pas celle seulement des militants.

Votre vote le 4 mars, en faveur des candidats du socialisme et de l'autogestion montrera que vous l'avez compris et que vous n'entendez pas, au lendemain du scrutin, vous laisser déposséder de votre pouvoir.

Michel ROCARD ■

Retrouver sa dignité d'homme.



à la porte, les menteurs !

○ N ne vous connaît pas depuis bien longtemps, M. Messmer, mais c'est assez pour que le peuple ait compris qu'il n'avait rien à attendre de vous. Pendant six mois vous n'avez rigoureusement rien fait, rien entrepris. Et à la veille des élections, vous sortez des tas de promesses de votre chapeau !

Les prix ne monteront plus... Sans blâââgue ! La spéculation disparaîtra... Et alors, tous vos copains de la majorité qui vivent de ça... ? Le chômage diminuera : pour l'instant il s'aggrave ! Les femmes gagneront autant que les hommes : ça fait 15 ans que vous le promettez, sans que rien n'ait changé ! Il y aura 100.000 logements de plus chaque année et des hôpitaux tant qu'il en faut : pour le moment la crise du logement frappe un Français sur 4, les loyers deviennent hors de prix et c'est la grande misère dans les hôpitaux et les crèches...

Les jeunes, vous y pensez sans arrêt, dites-vous ; mais pour l'instant vous les empêchez de voter avant 21 ans. Les vieux, vous leur promettez la lune ; mais ils ont dû attendre 15 ans pour avoir la médiocre retraite promise au début de la 5^e République et qui devrait être au moins doublée. Les transports, vous vous en souciez : que serait-ce si vous les négligiez, car dans les grandes villes, la crise n'a jamais été pire...

Vraiment, qui croyez-vous tromper, M. Messmer, vous et vos amis de la majorité ? Les Français sont moins bêtes que vous ne pensez. Ils l'ont déjà montré par les grèves, les manifestations de ces dernières années, qui ont prouvé le peu de cas qu'ils faisaient de vos discours trompeurs, à vous Chaban-Delmas (l'homme qui ne paie pas d'impôts), Giscard-la-hausse-des-prix ou Pompidou, l'homme des Rothschild.

Croyez-vous qu'ils aient oublié tous ces escrocs qui vivent dans l'ombre de la majorité, quand ce ne sont pas vos députés eux-mêmes qui trempent dans les scandales ? La Villette et les milliards qu'on y a gâchés, les scandales fonciers, la police corrompue et "couverte" de Lyon, les permis de construire frauduleux, ça ne vous dit rien, non ? Et le fait de confier la T.V. à un député UDR pour qu'il intoxique l'opinion publique avant les élections (avec notre argent bien sûr), ça vous paraît normal ?

C'est trop, M. Messmer ! Les menteurs à la porte ! On vous a assez vus. Vous partis, il n'y aura pas de catastrophe, car la majorité, les travailleurs, le peuple, ce n'est pas vous, minorité au service des banques et des trusts. C'est nous ! C'est ensemble, nous les travailleurs, qui sommes la majorité, que nous construirons le socialisme dans la liberté !

LE CHOIX DU PSU :

A quoi servirait de changer de gouvernement, si c'était pour rester dans la même société ? Celle de la course au profit de quelques-uns par l'exploitation du plus grand nombre ; des cadences de travail de plus en plus élevées, des prix qui grimpent plus vite que les salaires ; des grands ensembles inhumains, des villes livrées aux requins de l'immobilier, des campagnes désertées ou saccagées... Cette société où la loi de la jungle écrase les malades, les faibles, les pauvres, les vieux, et vole aux hommes le temps qu'ils souhaiteraient consacrer à l'amour, aux loisirs, à la vie...

Oui, à quoi servirait de changer de ministres, si c'était pour rester dans la société capitaliste ? C'est à cette interrogation fon-



Contrôler dès aujourd'hui pour décider demain.

pour le socialisme et l'autogestion

damentale que répond le PSU dans le Manifeste qu'il a adopté à son dernier congrès. Ce n'est pas un texte de circonstance : il explique, en partant des luttes menées par les travailleurs ces dernières années, le type de socialisme qui peut être construit dès maintenant en France et les moyens que le PSU propose pour y parvenir. Ce n'est pas non plus un de ces programmes électoraux habituels, destinés à promettre tout à tout le monde, pour glaner le maximum de voix.

la leçon des luttes populaires

Le combat pour le socialisme et l'autogestion, que le PSU veut intensifier, résulte directement des luttes populaires les plus marquantes de ces derniers temps. Depuis 1968, des millions de travailleurs ont manifesté leur volonté d'intervenir directement dans la vie de l'entreprise, du quartier, du pays, de participer collectivement à la prise des décisions et d'imposer leur volonté aux capitalistes et à leurs alliés, cramponnés à leurs privilèges.

Cette revendication essentielle, on la retrouve dans la volonté d'augmentations de salaires égales pour tous, de contrôle des travailleurs sur les cadences, de démocratie dans les luttes ouvrières ou paysannes (avec assemblées générales de grévistes élisant le comité de grève), dans les luttes des locataires pour contrôler les charges que le propriétaire veut leur faire payer, et dans tant d'autres luttes encore... C'est la revendication du pouvoir de décider, de n'être plus comme des moutons soumis au patron, au propriétaire ou à l'Etat.

Les victoires obtenues dans ce domaine, elles ne peuvent pas être "récupérées" comme le patronat a l'habitude de récupérer les augmentations de salaires en faisant monter les prix. C'est donc un progrès décisif pour permettre à chaque homme, à chaque femme, de décider de ce qui le concerne,

dans l'entreprise, le quartier, la commune, la région et l'Etat. C'est cela qui peut donner tout son sens au socialisme ; et cela, c'est l'autogestion.

La plupart des grandes luttes ouvrières récentes, celles du Joint français (Saint Briec), des Nouvelles Galeries (Thionville), d'Evian-Cachat, de Penarroya (Lyon), de Berliet, ont bien montré la profonde aspiration des travailleurs à prendre en mains leurs affaires et à satisfaire d'abord les besoins des plus exploités, bref à retrouver leur dignité d'hommes. Cette aspiration au socialisme dans la liberté, c'est la volonté d'autogestion, d'un socialisme de responsabilité, respectueux des particularités et des différences.

changer de ministres ou chasser le capitalisme ?

"Ce serait l'anarchie", objecte le patronat, effrayé par la perspective de perdre sa toute-puissance. Ce sera tout le contraire : pour faire prévaloir la volonté majoritaire du peuple, malgré les résistances et les égoïsmes de quelques-uns, l'autogestion débouchera sur la planification démocratique,

pour mieux connaître le PSU

Demandez au Parti Socialiste Unifié de vous envoyer une documentation sur son but et son action. Pour ce faire, retournez ce bulletin au siège du PSU, 9, Rue Borromée - 75015 Paris

Nom et prénom

Adresse

Vous recevrez cette documentation et un militant du PSU de votre quartier prendra contact avec vous.

qui permettra enfin d'assurer la suppression des inégalités sociales et des inégalités entre les régions (héritées du capitalisme) ainsi que de produire pour satisfaire les besoins prioritaires du peuple.

On comprend bien, dès lors, pourquoi le PSU a refusé de signer le programme commun du Parti communiste et du Parti socialiste. C'est parce que ce programme ne nous semble pas capable, malgré ses promesses de toutes sortes, d'en finir avec la société actuelle.

Il conserve presque intactes les institutions autoritaires de la V^e République ; il ne touche ni à la police, ni à l'armée, ni à la justice de classe du capitalisme. Il ne parle que de "démocratiser" : comme si on pouvait "démocratiser" les matraques avec lesquelles on frappe sur les travailleurs, les jeunes, les grévistes, les immigrés... Il nationalise bien peu d'entreprises (avec de curieuses absences sur le trust Hachette, Citroën ou Simca...). Quant au silence du programme commun sur l'autogestion, il signifie qu'une fois nationalisées ces entreprises resteront aussi étrangères aux travailleurs qu'aujourd'hui Renault, l'E.D.F. ou les banques nationalisées...

Autres faiblesses : le programme commun conserve la hiérarchie dans les salaires à peu près dans les mêmes proportions qu'actuellement ; il ne change pas fondamentalement les rapports entre les hommes ; il ne prévoit pas d'assurer l'égalité au sein du couple, alors que trop souvent la femme est encore soumise à la tutelle de son mari ; il reste très timide en matière de contraception et d'avortement, alors que les procès récents ont montré l'importance de ces questions pour des milliers de femmes...

Bref, si le programme commun peut aider à chasser du pouvoir les hommes de Pompidou et entraîner quelques améliorations sociales, il ne permet pas du tout de changer de société. C'est pourtant cela

qu'il faut, en s'attaquant délibérément aux racines du mal capitaliste.

dès aujourd'hui, la lutte pour le contrôle

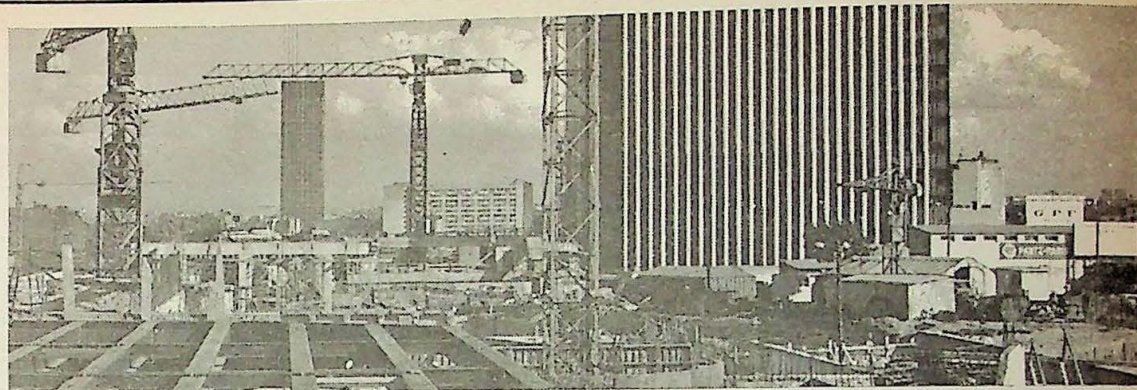
C'est cette lutte fondamentale, déjà engagée par les travailleurs des villes et des campagnes (rappelons-nous les grèves du lait), que le choix du PSU pour le socialisme et l'autogestion vise à amplifier. En montrant clairement que le contrôle, dès aujourd'hui, des travailleurs sur leurs affaires prépare l'autogestion complète de la société, qui sera possible une fois le capitalisme renversé. D'où le titre du Manifeste PSU : "Contrôler aujourd'hui pour décider demain".

En contrôlant dès aujourd'hui les cadences, la grille des salaires, nous nous préparons demain à décider de la production et à abolir la hiérarchie. En contrôlant les loyers et les charges, les équipements collectifs, nous nous préparons à prendre en main notre quartier, notre ville. En contrôlant le contenu de l'enseignement, nous nous préparons à reconstruire une autre école, qui ne soit plus, cette fois, coupée de la vie, ni chargée de perpétuer les divisions de la société en classes. En contrôlant les grèves que nous menons, nous exerçons une forme nouvelle de démocratie directe et nous préparons un autre type d'Etat, qui ne soit plus ni bureaucratique, ni centralisé à outrance.

Des luttes actuelles à l'objectif final, il n'y a pas de coupure. Car l'autogestion ne s'octroie pas, ne se décrète pas, ne se vote pas. Elle se conquiert, à travers l'ensemble des batailles quotidiennes, qui remettent en cause la société actuelle et préparent pour l'avenir une société différente, où ce sera enfin nous qui déciderons. Ce lien entre la lutte d'aujourd'hui et l'avenir, c'est la condition et la garantie d'un socialisme décentralisé, où les riches de bureaucratie seront endigués. D'un socialisme enfin réconcilié avec la liberté. ■

reconquérir la région parisienne

Les
"beaux quartiers"
aux riches.



Il était une fois un préfet de Paris qui présidait aux destinées de la "rénovation", c'est-à-dire - en termes clairs - de l'expulsion des familles populaires pour la construction d'immeubles chers, sous la direction de groupes bancaires. Un jour, sans doute lassé de sa casquette à lauriers et de ses galons dorés, il eut envie de retourner à la vie civile. Par qui se fit-il embaucher ? Par l'un des plus importants de ces groupes bancaires. Depuis, ils vivent heureux et continuent à faire beaucoup... de profits.

Ce n'est pas un conte, mais hélas une histoire vraie et toute récente : celle du précédent préfet de Paris. Elle illustre très bien la situation de notre région : une administration toute puissante vis à vis de la population ; des habitants à qui on ne demande jamais leur avis ; des assemblées qui, en principe, doivent les représenter, mais ne sont guère que des chambres d'enregistrement des décisions du pouvoir. L'administration elle-même n'a pas d'autres fonctions que de faciliter les entreprises menées par le grand capital : banques d'affaires, promoteurs immobiliers, grands groupes industriels. C'est cela la réalité, même si le pouvoir, les banques et certains hauts fonctionnaires tentent de maquiller les choses sous des apparences "démocratiques".

La dictature du capital

On a dit que le drame de la Région parisienne, c'était qu'elle n'avait pas de "politique d'urbanisme" ; c'est-à-dire que malgré les "livres blancs" préfectoraux, les schémas directeurs, les expositions, toute la mise en scène destinée à endormir les habitants, il n'y avait pas de vision d'ensemble de l'organisation de cette immense agglomération. Et voilà pourquoi il serait si difficile d'y vivre...

Sommes-nous bien sûr qu'il en soit ainsi ? Regardons autour de nous.

- Depuis 10 ans, les bulldozers sont entrés en action pour raser des quartiers anciens, aux **logements** souvent insalubres, mais dont la modernisation n'exigeait pas toujours la destruction. Depuis 10 ans, les grues ont fleuri aux abords de la Seine et des espaces verts, tant à Paris qu'en banlieue. Pas pour construire des appartements où reloger les anciens habitants (qu'on expédie à 10, 20, 30 km de là...), mais pour installer des immeubles de luxe (parfois de faux luxe), à des prix toujours plus astronomiques. Dans tous les endroits où il y avait un peu d'air,

de soleil et de verdure à proximité du centre de la capitale, on a chassé les anciens habitants et installé les riches. Ça n'est pas une "politique d'urbanisme", ça ?

- On a fait beaucoup de discours depuis quelques temps sur la **pollution**. Mais la pollution n'a pas le même prix, semble-t-il, pour toutes les classes sociales. Dans Paris, là où on construit les "résidences" de grand standing, on chasse des entreprises moyennes, parce que ça gâche le décor. Mais en banlieue on respire à pleins poumons toute la journée les gaz toxiques des grosses industries ; et celles-ci ne sont pas inquiétées.

- C'est pareil pour le **bruit** et le reste : on insonorise le boulevard périphérique auprès du 16^e arrondissement, mais entre le 20^e et les Lilas quelle importance ?... Les communes de banlieue ne sont plus des villes : ce sont des couloirs à automobiles. Les habitants n'ont qu'à chercher à se protéger chez eux, comme ils peuvent, de l'enfer des grands axes, des carrefours, des passages à piétons (qui nécessitent un sérieux entraînement si l'on veut passer avant le changement des feux) ; et tant pis pour les vieillards, tant pis pour les gosses !

Si ça ne vous plait pas, allez donc à Parly II : là moyennant un endettement à vie, et si vous n'êtes pas ouvrier, employé, etc..., on vous offrira "**un nouvel art de vivre**". Ça aussi c'est la "politique d'urbanisme" du pouvoir !

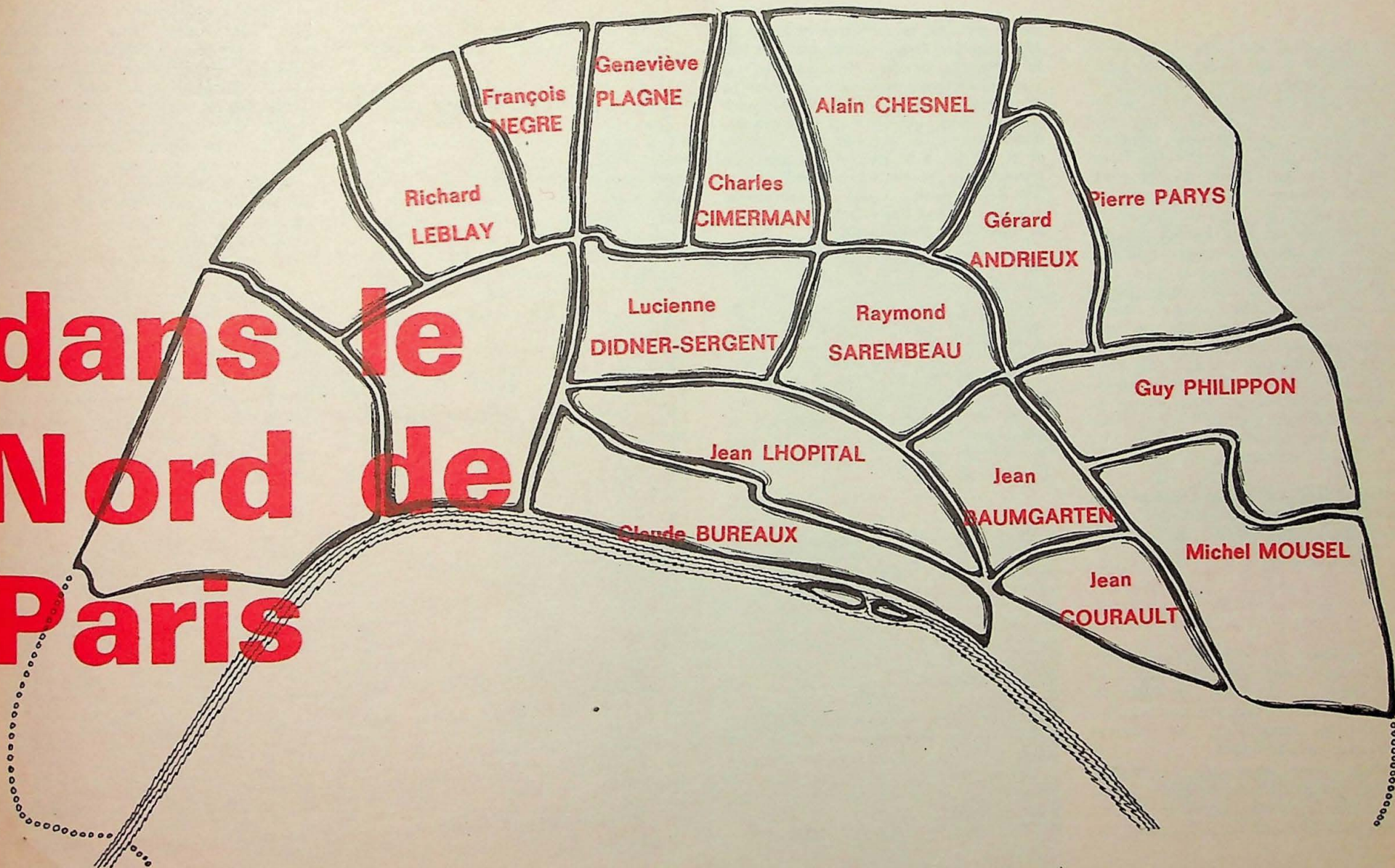
- Puisque nous parlons des **transports**, disons donc un mot de la fameuse "**priorité aux transports en commun**". Combien de ministres, combien de députés, en auront fait le plat de résistance de leurs discours du dimanche. Pour continuer imperturbablement à consacrer l'essentiel des crédits à... la circulation automobile individuelle. Les petits bouts de mètres construits par ci, par là, prévus depuis trente ans (comme d'autres, dont les plans dorment toujours dans les dossiers) n'ont rien de commun avec l'accroissement de la population et l'éloignement permanent des limites de l'agglomération.

L'opération RER reste actuellement une escroquerie : électrifier une ligne de la SNCF, faire un bout de tunnel (à des frais gigantesques, qui ne s'imposaient pas : combien ont coûté les stations "Auber" ou "Défense", et pourquoi ?) et baptiser l'ensemble "réseau express", ça demande de l'imagination.

(suite page 6)

les candidats du PSU

dans le
Nord de
Paris



il est temps de réagir

tion ; mais ça laisse froids les habitants des communes qui n'ont encore aucun transport rapide. Et cela n'avance guère les habitants de Nanterre ou de Nogent d'arriver à Auber et Nation plutôt qu'à Saint-Lazare ou à la Bastille. Dépenser des milliards pour permettre aux futurs résidents de Cergy d'aller en cinq minutes à la Défense en aéro-train, pendant que la plupart des usagers continuent à passer plus de deux heures par jour dans les transports en commun, ça rime à quoi, ou plutôt... avec quoi ?

Pour le RER comme l'aérotrain, ça rime avec profit ! Parce que ça permet de "rentabiliser" (c'est-à-dire de faire monter les prix) des opérations immobilières des banques à Saint-Germain, Boissy-Saint-Léger ou Pontoise. Que les Parisiens et les banlieusards soient de plus en plus mal transportés, pour des prix toujours plus élevés, c'est toujours la fameuse "politique d'urbanisme" du pouvoir !...

Et tout cela se passe dans la plus parfaite légalité. Bien sûr, il y a des "bavures" : La Villette et ses mil-

AIDEZ-NOUS !

La droite et les "réformateurs" financent leur campagne avec l'argent du patronat et de l'Etat. Le **PSU** est fier, lui, de ne compter que sur l'argent des travailleurs : ses militants et ceux qui l'appuient.

Vous pouvez nous aider à le trouver. Pour cela, un moyen bien simple, envoyez-nous votre obole au :

liards gâchés, la Défense et les profits fonciers fantastiques qui y a fait la nouvelle maffia, Rives-Henry et ses scandales immobiliers... Mais le scandale général, lui, il reste légal. Quand une minorité d'exploiteurs, d'affairistes et de patrons impose ainsi sa loi à la majorité, celle des travailleurs et de leurs familles, ça porte un nom : c'est la dictature, même si c'est par UDR, giscardiens et centristes interposés.

Les résultats, nous les connaissons bien. C'est qu'il est de plus en plus difficile de vivre à Paris.

D'abord parce que, non content de réserver les beaux quartiers aux riches, le système pressure les autres. En maintenant - 30 ans après la fin de la guerre - la crise du logement (le surpeuplement est double dans notre région qu'en province) et en laissant se développer la spéculation foncière, le pouvoir fait monter les prix de tous les logements, y compris des H.L.M.

Les transports sont de plus en plus coûteux. Comme le reste : la garde des enfants, faute de crèches suffisantes ;

**C.C.P. : Louise LEMÉE
46.41.25 - Paris**

Pour faire participer vos amis à notre combat politique commun, donnez-leur ce numéro de C.C.P., ou demandez-nous des bons de soutien (PSU - Région parisienne : 9, rue Borromée - 75015 Paris

la maladie, parce que les cliniques privées croissent plus vite que les hôpitaux publics.

Difficile de vivre, aussi, parce qu'on enferme les travailleurs dans le rythme abrutissant boulot-métro-télé-dodo. Et que le patronat cherche sans arrêt à diviser les salariés : les cadres supérieurs et moyens qu'il flatte, les techniciens dont il cherche la neutralité, les O.S. qu'il pressure au maximum. Cyniquement, les patrons comptent d'ailleurs sur le chômage qui s'aggrave pour faire taire les travailleurs âgés (que deviendraient-ils s'ils perdaient leur emploi !) et les jeunes (les contestataires on ne les gardera pas !)

Les femmes elles-mêmes sont méprisées : au travail, elles sont sous-payées ; à la maison, le pouvoir cherche à les cantonner entre la machine à laver et le super-marché.

Il y a aussi ceux qui n'ont même pas leur place dans notre société : les travailleurs immigrés payés au SMIC, entassés dans un taudis, parqués dans un bidonville ou sequestrés dans un foyer de transit. Et ceux que l'on oublie, les vieillards, dans un logement convoité ou dans un hospice ignoble. Et puis ceux dont le pouvoir se méfie : les jeunes, à qui l'on interdit les rares lieux de rencontre - les maisons de jeunes, les foyers, et même les cafés ! - à la moindre contestation...

Allons-nous accepter cela ? Nous réfugier chacun dans notre coin sans espoir que ça change ?

Paris : des scandales à la pelle !...

TANT de scandales oppriment les Parisiens qu'on ne sait par lequel commencer !

● **LOGEMENT** : On expulse à tour de bras dans nos arrondissements, même l'hiver, alors que cet illégal. Ici on chasse des familles populaires, là des immigrés, ailleurs des squatters.

L'exemple du 20^e est significatif : en quelques années, la proportion des ouvriers et des employés dans la population y est tombée de 73 % à 50 %, mais celle des cadres et des professions libérales est passée de 23 % à 45 % ! Dans le 18^e, la "rénovation" des Hauts de Belleville, confiée aux grandes banques, détruit des milliers de logements populaires, remplacés pour même pas un tiers par des HLM à louer...

● **AUX HALLES, l'Etat récupère, avec la complicité du Conseil de Paris, une quarantaine d'hectares qu'il livre aux spéculateurs : les riches y auront des logements, les grandes sociétés internationales des centres d'affaires et le R.E.R. draguera le grand public vers le "forum commercial" : restaurants, boutiques, antiquaires... Pendant que les tra-**

vailleurs du quartier auront été, eux, expédiés à 30 km de là...

● **EMPLOI** : Partout des usines s'en vont de nos quartiers, pour la province ou la lointaine banlieue. Les travailleurs manuels (à qui il n'est proposé sur place que des emplois de bureau et encore pas toujours) ont le choix entre le chômage ou des heures supplémentaires de transport éreintant pour suivre l'entreprise. Mais les terrains vendus aux promoteurs par les patrons leur rapportent gros.

● **TRANSPORTS** : Comme la population double souvent dans les quartiers "rénovés", la crise s'aggrave. Le gouvernement oblige la capitale à consacrer la moitié de son budget à la circulation automobile : trois fois plus qu'en province et huit fois plus que pour le budget enseignement de Paris.

● **LE SCANDALEUX EXEMPLE DE LA VILLETTE est dans toutes les mémoires : un abattoir aussi gigantesque qu'inutile, vu les nouveaux circuits de la viande ; un devis multiplié par 8 (130 milliards au lieu de 17 au départ !) ; des complicités partout, pour taire le scandale, puis l'enterrer.**

pour libérer la région : le socialisme

Les militants du PSU savent que ce ne sont pas de bonnes paroles qui changeront la vie. Ils se sont battus aux côtés de ceux qui n'acceptaient plus d'être les jouets du système : avec les mal-logés et les expulsés, contre les taudis et la déportation ; avec les associations de quartiers, contre l'accaparement des terrains au profit de la spéculation ou de l'automobile ; avec les travailleurs menacés de chômage, contre les licenciements ; avec les immigrés, contre le racisme et les brimades, etc...

Mais il ne suffit pas de se défendre. Il faut reprendre en mains nos propres affaires.

Bien sûr, chacun de ces problèmes a une solution technique.

Construire au moins 150.000 logements par an - dont 100.000 HLM - dans la région parisienne, réglementer tous les loyers et les adapter aux possi-

bilités des familles, réserver un espace de libre utilisation (aire de jeux, de promenade, etc...) pour chaque mètre carré construit, **tout cela est possible.**

Donner à nos quartiers et à nos villes les lieux d'échanges, de rencontres qui en feront autre chose que des entrepôts à main-d'œuvre ; prévoir les équipements nécessaires à tous - de la maison médicale aux centres récréatifs - ; aménager l'implantation des entreprises pour que les emplois soient accessibles à tous, **tout cela est possible.**

Rattraper le retard des transports parisiens, en utilisant au maximum les infrastructures (SNCF) existantes, en développant les formules de transports en site propre, économiques, rapides à construire, plutôt que de luxueuses opérations de prestige ; réaliser la gratuité des transports en commun en faisant payer les principaux bénéficiaires : les entreprises. **Oui, tout cela est possible.**

Mais nous savons que cela suppose d'autres transformations.

Cela suppose la collectivisation des terrains à bâtir dans la région, pour les soustraire à la spéculation. Cela demande un contrôle direct sur les entreprises du bâtiment et des travaux publics. Et cela n'est concevable que si l'Etat peut imposer la volonté de la majorité aux patrons et aux pillards qui, aujourd'hui, font les lois. Et, bien sûr c'est d'un tout autre Etat qu'il s'agit.

Mais nous ne voulons pas, non plus, remplacer la loi des patrons par celle des technocrates, publics ou privés. Le quartier, la ville, **c'est notre affaire à tous**, puisque toute notre vie en dépend. C'est pourquoi **l'autogestion**, ce n'est pas seulement le pouvoir des Conseils de travailleurs dans l'entreprise. Elle doit s'étendre à **tout ce qui concerne notre vie** et donc au quartier, au logement, aux équipements collectifs : écoles, crèches, stades, maisons de la culture...

Libérer Paris et sa région, c'est cela ! Il faut nous y préparer dès maintenant. En particulier en nous organisant, chaque fois qu'il faut lutter sur une question qui nous concerne, dans des comités de quartier ou toute autre structure capable de réaliser l'union de tous ceux qui sont concernés.

L'objectif, pour aujourd'hui, c'est d'imposer un contrôle populaire réel sur la ville, qui, demain, ouvrira la voie à un véritable pouvoir de décision.

ABONNEZ-VOUS A

tribune PSU socialiste

Je souscris un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F

6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an - 100 F 6 mois - 50 F

Nom-Prénom : _____

Rue _____ N° _____

Ville _____ Dép. _____

TRIBUNE SOCIALISTE,
9, rue Borromée 75015 PARIS
C.C.P. Paris 5826-65



ce pour quoi nous luttons



LES travailleurs le savent d'expérience : le combat contre le capitalisme est un combat de tous les jours, à l'entreprise comme dans le quartier. Et le peuple n'y obtient que ce qu'il prend. C'est pourquoi, sans attendre la prise du pouvoir, l'objectif que nous poursuivons - **LE SOCIALISME FONDE SUR L'AUTOGESTION** (voir page 2) - nécessite que partout les travailleurs établissent leur contrôle sur leurs affaires : contrôler aujourd'hui pour décider demain, c'est le sens de notre combat.

C'est pourquoi le PSU, au lieu de présenter, comme d'autres, un vague catalogue de lois à voter avec l'accord d'élus capitalistes, dit aux travailleurs : Comptons sur nous-mêmes pour imposer notre contrôle sur tous les rouages de la société et de l'économie.

Dès aujourd'hui, notre lutte pour le contrôle doit s'exercer dans cinq directions prioritaires :

1. Elever le niveau de vie

SMIC à 1.000 F ; revalorisation de l'ensemble des salaires horaires avec intégration des primes ; augmentation uniforme des salaires et grille unique de l'OS à l'ingénieur ; égalité effective des salaires masculins et féminins ; égalité des droits pour les immigrés ; retour aux 40 h ; intégration dans le temps de travail du temps de transports et de repas au travail ; suppression des officines de travail intermédiaire ; blocage des prix des produits de grande consommation ; droit à la retraite à 60 ans ; retraite égale à 80 % au moins du salaire des dix meilleures années ; gratuité des soins de santé ; majoration des prestations sociales.

2. Changer les conditions de vie

● **A L'ENTREPRISE** : L'une des conditions pour exercer le contrôle des travailleurs sur les cadences, les horaires, l'embauche, la hiérarchie..., est d'arracher aux capitalistes la propriété des grands trusts. Il faut donc se battre pour la nationalisation (sans indemnités) et la gestion par les travailleurs de la chimie, de la sidérurgie, de l'automobile, de la banque, de l'aéronautique, des industries d'armement, du pétrole, ainsi que des grands trusts de la construction électrique, de l'électronique et de l'information (Hachette notamment).

● **DANS LA VILLE** : Pour les travailleurs, gratuité des transports en commun, qui doivent bénéficier d'une priorité absolue ; collectivisation des sols à bâtir qui ne seront plus achetés à des prix spéculatifs ni rétrocédés aux promoteurs par les collectivités ; contrôle de l'ensemble des loyers et charges locatives ; construction massive de logements décentes, loués en fonction des besoins, pour un loyer conforme aux ressources de des usagers et gérés par eux ; mise en place simultanée des équipements socio-culturels nécessaires gérés par les usagers ; ouverture de l'urbanisme pour faciliter les rencontres, décloisonner les lieux de travail, d'éducation, de loisirs ; contrôle de la ville par ses habitants.

● **DANS LE MONDE RURAL** : Contrôle des sols pour permettre à chaque travailleur de disposer de la terre qu'il travaille ; contrôle des agriculteurs sur les fermages, les cumuls, les industries de matériel agricole, d'engrais, d'aliments et de transformation de la production agricole ; lutte pour des produits plus sains.

● **DES LA FORMATION** qui leur est donnée : ce n'est pas en se contentant de multiplier les écoles et le nombre d'enseignants, ni même en rendant moins onéreux l'enseignement qu'on empêchera l'école de

fabriquer de futurs citoyens passifs de la société capitaliste ; ce qu'il faut, c'est modifier le contenu même de ce qui est enseigné.

3. Changer les rapports entre les hommes

Les objectifs de lutte sont dès lors clairs : au-delà de la gratuité effective de l'enseignement, lutte contre la mainmise du patronat sur les crédits de formation permanente ; dénonciation de la sélection sociale opérée par l'école ; liaison entre les usagers de l'école et les travailleurs pour définir de nouveaux objectifs de formation ; libération de la pédagogie.

● **L'INFORMATION**, qui est devenue un quasi-monopole de grands trusts, chloroformant l'opinion ou l'intoxiquant par la publicité, doit être rendue aux citoyens : contrôle des journaux par les travailleurs de la presse et les lecteurs ; mise à la disposition de comités d'usagers des nouveaux réseaux de télécommunications ; disparition du monopole étatique de l'O.R.T.F., remplacé par des chaînes multiples confiées à des comités de travailleurs et d'usagers.

● **UNE LIBRE ORGANISATION DE SAVIE** implique que les sexes soient effectivement égaux et libres : à travail égal, salaires et responsabilité égaux ; même droit à la formation et au métier ; suppression de la double journée pour les femmes par la multiplication des équipements gratuits pouvant prendre en charge les enfants et les tâches ménagères ; liberté et gratuité de la contraception ; droit à l'avortement médical libre et gratuit.

4. S'attaquer à l'appareil répressif

- Police : suppression des corps spéciaux de répression, interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes ;
- Justice : suppression des juridictions d'exception, élection des juges ;
- Armée : exercice par les soldats de tous les droits démocratiques, notamment politiques et syndicaux ;
- Fiscalité : réduction massive des impôts répressifs sur les petites consommateurs (TVA), majoration de l'impôt sur les hauts revenus et les successions, création d'un impôt sur le capital ;
- Institutions : dès que la force de la mobilisation populaire le permettra, suspension de la Constitution de la V^e République et réunion d'une Assemblée populaire constituante pour élaborer des institutions nouvelles.

5. Changer de rapports internationaux

La victoire du socialisme ne peut se limiter à l'hexagone. La lutte pour le socialisme en France passe donc par le soutien aux luttes menées sur tous les continents par les peuples qui veulent se libérer de la tutelle impérialiste, par les travailleurs d'Europe et d'Amérique Latine luttant pour le socialisme, par ceux des pays de l'Est qui luttent contre la domination bureaucratique.

La victoire du socialisme nécessite aussi la reconnaissance du droit à l'indépendance des peuples sous domination coloniale ou néo-coloniale française.

Tels sont les objectifs de lutte qui nous paraissent prioritaires. Non pas au PSU seulement, mais aux millions de travailleurs qui ont choisi tel ou tel de ces objectifs comme but de leur combat au cours des dernières années. Ensemble, groupons nos forces pour imposer le contrôle populaire sur des rouages importants de la société, dans l'entreprise ou le quartier. **NOS LUTTES VICTORIEUSES CONDUISENT A UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ : AU SOCIALISME ET A L'AUTOGESTION.**